



Section du Morbihan

CDAS du Morbihan du 3 mars 2016

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Au cours du 2^{ème} semestre 2015, **La Fédération des Finances Force Ouvrière** et les autres fédérations syndicales des Finances ont boycotté les instances et ont exprimé à diverses reprises les motifs de leur mécontentement.

Elles ont notamment dénoncé la véritable remise en cause de la politique sociale dans les ministères économiques et financiers (MEF) par la ponction de 30 millions d'€ des crédits dédiés à l'action sociale pour 2016.

La réduction drastique des moyens alloués à l'action sociale est une première dans nos ministères.

A l'occasion du groupe de travail du 3 décembre 2015, elles ont réclamé des discussions sur l'avenir de l'action sociale au sein des MEF, son financement ainsi que sur l'avenir et le fonctionnement des trois associations ALPAF, EPAF et AGRAF.

FO Finances Morbihan dans le prolongement de l'action nationale de nos élus demandent :

- **Un état des lieux complet de l'action sociale dans la cadre du CDAS du Morbihan** en fonction des besoins des agents actifs et retraités en concertation avec les organisations syndicales.
- **Un budget à la hauteur des besoins exprimés.** Nous déplorons **par ailleurs la baisse de 1510 € prévue pour 2016 concernant le budget du CAL.**
- **La diffusion de l'information la plus complète des dossiers aux représentants des personnels.** De plus nous tenons à dénoncer l'attitude de la DGFIP qui semble avoir décidé unilatéralement de la fermeture de petites structures de restauration.

Sur un dossier plus spécifique au Morbihan, à savoir le Restaurant Inter-Administratif du site Troadec, nous attendons des précisions complémentaires ainsi que vos commentaires sur un dossier qui est loin d'avoir la visibilité requise.

Je vous précise que lors de la Commission Permanente du Comité interministériel d'action sociale

du 10 février 2016, l'ensemble des organisations syndicales du CIAS ont interpellé l'Administration sur le dossier préoccupant du RIA de VANNES.

Pour nous ce dossier est loin d'être clos, et mérite une attention particulière à tous les niveaux. Il s'avère qu'il relève bien d'une concertation interministérielle du domaine de la SRIAS Bretagne et non du seul Ministère des Finances comme le sous entendent les préfets de région Bretagne et du Morbihan.

FO Finances Morbihan, exige maintenant la transparence dans l'avancement de ce dossier tant au niveau national que pour les représentants du personnel au niveau local.
Toutes les informations doivent nous être communiquées pour faciliter un débat qui se doit être constructif.

Nous vous rappelons que les accords JACOB prévoient que dans tous projets de création ou de restructuration de sites administratifs, la restauration collective soit prévue et incluse.

Nous demandons donc une expertise complète et objective sur la situation du RIA de Vannes. **FO Finances Morbihan** souscrit complètement au vœu exprimé sur ce dossier proposé ce jour en séance du CDAS par toutes les organisations syndicales du Morbihan.

Par ailleurs, s'agissant de la circulaire de la DGFIP sur les restaurants financiers de la DGFIP, aucun nouveau groupe de travail n'a malheureusement eu lieu depuis le début 2016. Le groupe de travail initialement prévu le 10 mars est annulé sans que soit fixée une prochaine date de réunion. Nous vous rappelons que la circulaire de la DGFIP n'a toujours pas été présentée au CNAS alors qu'elle est lourde de conséquences et est déjà mise en application.

Croyez-vous, Mr Le Président que cette attitude relève d'un bon dialogue social ?

Nous notons également que la note d'orientation pour 2016 de l'action sociale ne figurait pas non plus parmi les documents à l'appui du dernier CNAS.

Cette note n'aurait-elle plus cours ? Pourtant on la retrouve à l'ordre du jour du CDAS d'aujourd'hui.

Ordre du jour de ce CDAS qui porte en particulier sur le projet de budget de l'action sociale pour 2016, qui est en baisse rappelons le.

FO Finances Morbihan refuse de cautionner un tel budget imposé par les ministres.

Cette baisse du budget est une marque de mépris et une provocation à l'égard de tous les agents qui subissent, la baisse de leur pouvoir d'achat et de leurs rémunérations, et qui doivent faire face aux suppressions massives d'effectifs et-conditions de travail de plus en plus dégradées.

FO Finances Morbihan réaffirme son attachement à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents, ainsi qu'une volonté de garantir l'Action Sociale comme une priorité des politiques ministérielles.

Les représentants en CDAS FO Finances Morbihan

Carine Le Callonnec, Anita Audic et Patrick Ravache (expert)